

AVERTISSEMENT AUX LECTEURS

Les deux textes qui suivent sont des résumés des interventions de Jean-Louis Laville et Michèle Riot-Sarcey.

Le CAC les remercie chaleureusement pour la richesse de leurs analyses et les échanges que nous avons pu avoir avec eux. Néanmoins, nous devons préciser qu'une retranscription *in extenso* de leur présentation eut été trop longue et surtout, parfois, difficile à lire car un exposé oral peut laisser la place à des développements, des incises, des parenthèses très intéressantes mais qui « passent » moins bien une fois posés par écrit.

Ainsi, nous avons fait le choix de présenter un résumé de ce que nous avons compris de leur propos, nous espérons ne pas l'avoir déformé, mais il semble ainsi plus honnête de souligner qu'il peut y avoir des erreurs d'interprétation. Nous ne serions que trop conseiller à nos lecteurs de retourner à la source de la pensée de ces deux auteurs, c'est-à-dire à leur livre.

LES RÉSONANCES DE L'ASSOCIATIONNISME DU DÉBUT DU XIXÈME SIÈCLE

Intervention M Riot Sarcey

Le début du XIXème siècle est une période historique assez méconnue, un temps oublié, on en a même perdu, en partie, les traces. Ainsi, par exemple, il est significatif que l'ouvrage le plus marquant retraçant cette époque (*Les Misérables* de Victor Hugo, ouvrage magnifique, commencé en 1848 et publié en 1862) passe sous silence certains traits pourtant essentiels de ces décennies très riches : les ouvriers et leurs premières organisations, des associations, des mutuelles, des collectifs qui ont permis aux prolétaires, notamment, de croire en un progrès possible...

Prolétaire, le mot réapparaît et se diffuse d'ailleurs à partir de ces années 1830. Selon la définition de l'époque, un prolétaire c'est simplement quelqu'un qui est capable de s'auto-reproduire (pour se figurer cela, on peut faire référence aux hommes et femmes décrit par Zola plus tard, dans *Germinial*), on en est même pas encore à l'approche consistant à dire avec Marx qu'il est celui qui vend sa force de travail... C'est une époque dont on a très peu gardé la mémoire et donc il est difficile de concevoir la situation du peuple à ce moment-là mais il faut avoir à l'esprit que c'est une période sans droit social... « Uné période sans droit social », pas le moindre ! Il faut mesurer ce que cela signifie, le travail des enfants, pas de repos, pas de retraite, pas d'assurance sociale ou maladie bien sûr... Il suffit de regarder les chiffres de la mortalité infantile ou encore l'âge moyen de l'espérance de vie des travailleurs (dépassant à peine 30 ans) pour commencer à comprendre cela malgré tout.

Dans les années 1830, Pierre Leroux écrit « non, la mort n'est pas égale pour tous, il y a encore des riches et des pauvres dans son domaine. Je ne parle pas des sépultures de marbres, je parle de cette sépulture qu'on appelle la mémoire. Les dominateurs ont beau mourir, ils dominent encore dans la pensée des hommes, ceux qu'ils ont foulés sous leurs pieds, sont ensevelis dans l'oubli ».

C'est important me semble-t-il ce que dit Leroux, cet « ensevelissement » qui dure dans les mémoires. En effet, les hommes et leurs histoires ne sont à égalité ni dans la vie, ni dans la mort et il nous faut tenir compte de cette force extraordinaire de l'oubli qui par exemple fait que le modèle aristocrate, même aujourd'hui, perdure, inconsciemment bien sûr, et que la mémoire des luttes est enjeu de lutte...

Cette époque est caractérisée par la misère tout autant que par l'empreinte laissée dans les esprits par la toute récente révolution, selon la formule d'Edgar Quinet « la révolution a ouvert la voie à

l'impossible »... 1789 avait été une révolution purement politique qui avait permis de changer les noms des gouvernants et des propriétaires mais elle était inachevée, il restait à faire la révolution sociale, la République sociale était encore à instaurer car pour entrer dans la modernité pleinement, il fallait encore trouver le moyen d'abolir la misère.

Xavier Sauriac -encore un auteur oublié- écrit dans *Le catéchisme du prolétaire* en 1834 à propos de la charte (équivalent de la constitution) « comment s'attendre à ce qu'une simple convention, parce qu'elle est inscrite dans un code ait son plein effet, lorsqu'il est matériellement impossible qu'elle soit observée » ... Ainsi, en 1834, grande période d'émancipation, la question est celle-là : comment prétendre faire naître, grandir et perpétuer cette sublime idée d'égalité dans un corps social où règnent misères et injustices ?

L'aspiration à l'égalité et à la liberté est immense et elle est tout autant politique qu'économique et matérielle. D'ailleurs, il est notable que, quelques années plus tard, la révolution de 1848 se fasse sur des mots d'ordre du type : l'abolition de la misère, la réduction du temps de travail, l'abolition du marchandage, l'abolition du travail à la tâche notamment etc. L'émancipation doit être indissociablement économique et politique.

Puisque nous sommes à Lyon, nous pouvons faire référence à ce propos, à la révolte des canuts : quand ils se soulèvent, ils ne prennent pas l'hôtel de ville car ils savent pertinemment que ce n'est pas la prise de ce monument politique seul qui les rendra libre mais bien plutôt d'avoir un contrat libre de travail, c'est-à-dire d'avoir un tarif, car être libre dans son travail, c'est absolument déterminant... Si vous êtes entièrement dépendant du patron, vous n'êtes pas libres et donc vous n'avez aucune chance d'être en capacité de devenir citoyen.

Je cite à nouveau Sauriac « comment voulez-vous qu'une loi, aussi révolutionnaire soit-elle, transforme les préjugés, les mœurs et fassent en sorte que les gens soient égaux entre eux ? »

Cette prise de conscience donc va progresser jusqu'à la révolution politique et sociale de 1848 et se révéler par l'action car il faut inventer, dans le concret, cette recherche d'égalité et il faut trouver le moyen de prendre la liberté. Je m'arrête sur ce point car c'est l'un des principaux enseignements de l'époque : on comprend à ce moment-là que la liberté ne se donne pas mais s'acquiert...

Ainsi, cette période qui va jusqu'à 1848 est celle de l'accroissement de la capacité du peuple à s'auto-organiser, dans des petites unités, des petits collectifs pour tenter de réaliser dans les faits cette devise « liberté, égalité, fraternité » ! Il s'agit de faire en sorte que les mots soient vrais...

Et plus tard, effectivement, comme le soulignait JL Laville ce matin, lorsque l'élan révolutionnaire aura été brisé, réprimé, une ré-écriture, une interprétation va en être faite. Dès 1851, sous la plume de Tocqueville (auteur très lu, très cité, très important hier et aujourd'hui !) : « les révolutionnaires de 1848 ont été bernés par les utopistes » (on dirait aujourd'hui « les idéologues ») mais aussi d'Engels pour qui le socialisme de 1848 était un socialisme utopique car les conditions de productions n'étaient pas suffisamment avancées. Raison pour laquelle il va insister, avec d'autres, sur la séparation entre socialisme utopique et socialisme scientifique.

Cette ré-écriture de l'histoire, qui minimise la portée des expériences ouvrières d'émancipation, formant des associations plus ou moins informelles (souvent simplement de voisinage, de solidarité) avant même qu'existe le statut, a bien sûr des conséquences aujourd'hui. D'autant plus, bien sûr, que plusieurs décennies après la loi de 1901, les associations vont avoir un nouveau rôle de prolongement de l'État Social et agir, globalement, non pas en opposition avec le système mais dans, par et pour le système.

Autres temps, autres mœurs... Notre façon de penser la relation entre associations et émancipation aujourd'hui rend difficile le fait de comprendre qu'à l'époque de l'associannisme du premier XIXème siècle, il ne s'agit pas de réclamer la liberté comme un droit mais de la conquérir ! A cette époque, est libre celui qui est en capacité de se libérer lui-même, d'acquérir lui-même et avec les autres l'émancipation de sa condition première...

Ainsi, on peut peut-être voir finalement la loi de 1901 comme l'aboutissement d'un processus de presque un siècle au cours duquel les classes dominantes auront réussi à réduire le potentiel subversif des associations, potentiel qui avait pu se manifester dès les années 1810, ou encore lors des grèves de 1840 jusqu'au gouvernement des travailleurs réclamés en 1848...

Cette période est pourtant cruciale car les individus font l'apprentissage qu'ils sont sujets et acteurs de leur propre histoire et quelques décennies plus tard, d'une certaine manière, cette page va être tournée, on se croira obligé de passer par des intermédiaires : des syndicats, des partis politiques... Et cet oubli, cette perte de mémoire facilite le fait que notre système actuel est le fruit de deux siècles de délégation, il est devenu normal, complètement intégré, de confier notre pouvoir d'agir à des représentants via des partis, des syndicats qui n'existent pas encore au début de la révolution industrielle, dans un contexte donc où le sauvetage ne passe que par soi-même, ce qui, encore une fois, donne un sens différent au mot liberté...

Au moment où Victor Hugo rédige *Les Misérables*, Pierre Leroux lui écrivait ceci « la liberté, c'est le pouvoir d'agir matériellement, politiquement et intellectuellement » ... Tous les mots sont importants « matériellement, politiquement et intellectuellement » et vous voyez la force d'une telle définition, elle permet aussi de mesurer combien nous avons reculé aujourd'hui, dans une période où finalement, la liberté est passée du pouvoir d'exploiter autrui au pouvoir de s'exploiter soi-même.

Pour cette raison, il peut être utile de revisiter, de revenir à des pans d'histoire qui permettent de « défataliser » la situation et d'en imaginer d'autres, fort de la richesse et la portée potentielle des expériences passées.

***ENCART – présentation du dernier ouvrage de Michèle Riot-Sarcey sur le site des éditions LA
DÉCOUVERTE***

LE PROCÈS DE LA LIBERTÉ

Une histoire souterraine du XIXe siècle

Dans cet ouvrage, Michèle Riot-Sarcey fait revivre les idées de liberté surgies au cours des expériences ouvrières et des révolutions sociales du XIXe siècle français. Des idées largement oubliées depuis : minoritaires et utopiques, incomprises à leur époque, elles ont été maltraitées par l'histoire devenue canonique. Leur actualité s'impose pourtant aujourd'hui, à l'heure où l'idée de liberté individuelle a été dissociée de la liberté collective et réduite au libéralisme et à l'individualisme. Ce passé inaccompli est ici revisité à partir de ses traces multiples : publications politiques, archives, romans, poésie, tableau, etc. Avec un souffle singulier, l'auteure restitue l'étonnant parcours de vie de femmes et d'hommes du peuple si nombreux à s'engager dans les chemins de la révolte, révélant ainsi les modalités méconnues de l'effacement de cette histoire. Comme le rôle des idées du « socialiste » Henri de Saint-Simon, qui influença tant de ces acteurs avant de se retrouver au cœur du projet capitaliste et industrialiste du Second Empire. Ou encore celui de Victor Hugo, dont l'immense succès

des Misérables contribua à l'oubli de l'esprit de liberté qui avait marqué les insurrections de 1830 et 1848.

Cette fresque audacieuse, aussi excitante à lire qu'elle est remarquablement documentée, démontre la pertinence de la pensée de Walter Benjamin sur la nécessité de « faire exploser les continuités historiques ». Et elle invite à comprendre autrement les symboles aujourd'hui en ruines du XIXe siècle français : philosophie du progrès, contrôle de l'ordre social, « mission civilisatrice » de la république coloniale... Afin de libérer la modernité créatrice de la modernité dévastatrice, ce livre entend ainsi donner à voir sous un jour nouveau les rêves du passé, dont l'actualité prend sens au présent dans la quête d'un avenir radicalement autre.